



Procedure file

Informations de base		
INI - Procédure d'initiative	2009/2099(INI)	Procédure terminée
Dialogue université-entreprise: un nouveau partenariat pour la modernisation des universités européennes		
Sujet		
3.45 Politique de l'entreprise, coopération entre entreprises		
3.45.02 Petites et moyennes entreprises (PME), artisanat		
3.50.04 Innovation		
4.15.06 Qualifications professionnelles, reconnaissance des qualifications		
4.40.04 Enseignement supérieur, universités		

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	CULT Culture et éducation		16/09/2009
		PPE SCHMITT Pál Rapporteur(e) fictif/fictive S&D REPO Mitro ALDE LØKKEGAARD Morten Verts/ALE BENARAB-ATTOU Malika ECR MIGALSKI Marek Henryk	
Commission européenne	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	ITRE Industrie, recherche et énergie (Commission associée)		21/10/2009
	EMPL Emploi et affaires sociales	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	DG de la Commission Éducation, jeunesse, sport et culture	Commissaire VASSILIOU Androulla	

Evénements clés			
01/04/2009	Publication du document de base non-législatif	COM(2009)0158	Résumé
22/10/2009	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
17/12/2009	Annonce en plénière de la saisine des commissions associées		
23/03/2010	Vote en commission		Résumé
29/03/2010	Dépôt du rapport de la commission	A7-0108/2010	
19/05/2010	Débat en plénière		
20/05/2010	Résultat du vote au parlement		

20/05/2010	Décision du Parlement	T7-0187/2010	Résumé
20/05/2010	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de procédure	2009/2099(INI)
Type de procédure	INI - Procédure d'initiative
Sous-type de procédure	Initiative stratégique
Base juridique	Règlement du Parlement EP 54
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 159
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	CULT/7/00997

Portail de documentation

Document de base non législatif		COM(2009)0158	02/04/2009	EC	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE438.275	01/02/2010	EP	
Avis de la commission	ITRE	PE430.708	24/02/2010	EP	
Amendements déposés en commission		PE439.315	02/03/2010	EP	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A7-0108/2010	29/03/2010	EP	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T7-0187/2010	20/05/2010	EP	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière		SP(2010)4416	16/09/2010	EC	

Dialogue université-entreprise: un nouveau partenariat pour la modernisation des universités européennes

OBJECTIF : mettre en lumière les activités du Forum européen pour le dialogue université-entreprise dans le cadre du nouveau partenariat pour la modernisation des universités.

CONTEXTE : L'Europe aspire à devenir la première économie et société de la connaissance du monde et les universités sont, en puissance, les moteurs de cette ambition. Dans sa communication de 2006 intitulée «Faire réussir le projet de modernisation pour les universités: formation, recherche et innovation» ([COM\(2006\)0208](#)), la Commission avait mis en évidence plusieurs domaines d'intervention, dont en particulier l'urgente nécessité de mieux faire coopérer universités et entreprises.

C'est sur cette base que la Commission a créé le Forum université-entreprise, espace européen de dialogue entre ces deux mondes. Le succès du Forum a montré à cet égard la nécessité de resserrer encore les liens entre ces deux partenaires, notamment dans la situation actuelle de récession.

La présente communication a pour but de répondre à cette nécessité en proposant un état des lieux des activités du Forum en 2008-2009 et en esquissant les actions futures à envisager dans ce domaine.

CONTENU : la présente communication a pour objectifs de:

- de faire le point sur les enseignements de la 1^{ère} année du forum et d'autres activités pertinentes organisées au niveau européen concernant les problèmes et les obstacles rencontrés dans la coopération entre les universités et les entreprises;
- de formuler des propositions pour les prochains travaux du forum;
- de définir des actions de suivi concrètes pour renforcer la coopération entre les universités et les entreprises.

1^{ère} année d'activité du Forum et principales conclusions : à ce jour, les réflexions menées par le forum peuvent être rattachées à 6 grands thèmes :

1. nouveaux programmes pour l'employabilité : l'employabilité peut être considérée comme le thème central du forum. Un consensus s'est ainsi largement dégagé sur la nécessité d'un remaniement global des programmes en la matière, de même que sur la nécessité: i) d'inclure dans les cursus universitaires des compétences transversales et aisément transférables ; ii) d'améliorer les

- méthodes d'examen en les axant sur les apprentissages et les compétences; iii) de diversifier les méthodes d'apprentissage en vue de mettre à profit les talents issus d'environnements moins conventionnels ; iv) de renforcer l'interdisciplinarité et la transdisciplinarité des programmes de recherche. Pour parvenir à modifier les programmes d'employabilité de cette manière, la Commission estime qu'il faut renforcer l'assurance de la qualité interne et les systèmes externes d'accréditation des programmes d'études (en accueillant notamment des apprenants du monde des affaires);
2. promotion de l'entrepreneuriat : selon la communication, l'envoi régulier d'étudiants et de membres des facultés dans les entreprises et une présence permanente d'hommes et de femmes d'affaires sur les campus aideraient à modifier la culture de l'entrepreneuriat. Il conviendrait dès lors de développer les formes actuelles de coopération avec les entreprises, en: i) modifiant la gouvernance et la direction des universités; ii) renforçant la formation à l'entrepreneuriat pour tous les étudiants intéressés ; iii) associant les chefs d'entreprise et les hommes et femmes d'affaires à l'enseignement de l'entrepreneuriat dans les universités ; iv) amenant les professeurs et les enseignants à se former à enseigner les techniques entrepreneuriales et à être confrontés au monde des affaires ;
 3. transfert de connaissances: pour favoriser le transfert de connaissances, la Commission estime qu'il est nécessaire que les universités : i) coopèrent mieux avec les entreprises dans un cadre amélioré et de compréhension mutuelle; ii) assurent l'interdisciplinarité des connaissances ; iii) coopèrent avec les organismes publics de recherche dans le cadre d'une stratégie claire, pour la gestion des droits de propriété intellectuelle; iv) s'ouvrent au monde des PME ;
 4. mobilité: les stages, les programmes de mobilité pour les chercheurs et les projets communs, qui permettent aux étudiants de travailler avec ou dans une entreprise, devraient désormais faire partie intégrante des programmes d'études dans toutes les disciplines. Pour progresser dans cette voie, il serait nécessaire que: i) la mobilité, sous toutes ses formes et à tous les niveaux, soit mise en valeur et reconnue par le monde universitaire et le monde des affaires (dont les PME) ; ii) les cadres juridiques soient adaptés pour soutenir et faciliter la mobilité entre les universités et les entreprises; iii) la mobilité des universitaires, des chercheurs et des étudiants vers les entreprises soit reconnue et accréditée ;
 5. ouvrir les universités à l'éducation et à la formation tout au long de la vie : à une époque où le nombre d'étudiants risque de commencer à décliner pour des raisons démographiques, la formation continue devient un défi essentiel. Pourtant, les universités ne s'ouvrent qu'à une part très restreinte du marché de la formation continue. Celle-ci requiert une collaboration étroite entre le monde universitaire et celui des affaires pour permettre aux universités de cerner la demande de compétences nouvelles ou actualisées. Il est donc fondamental que : i) l'éducation et la formation tout au long de la vie fassent partie intégrante des missions et des stratégies des universités; ii) l'actualisation ou la mise à niveau des compétences soient valorisées et reconnues par les employeurs; iii) l'offre d'éducation et de formation tout au long de la vie soit développée;
 6. meilleure gouvernance des universités : le forum s'est penché sur la gouvernance aux niveaux national, régional et institutionnel comme condition préalable à une collaboration efficace entre les universités et les entreprises. Selon la communication, au niveau national, des changements sont requis dans la législation, les modalités de financement et les structures incitatives, perçus comme peu favorables, voire défavorables dans certains cas, à la coopération entre les universités et les entreprises. Une coopération efficace entre les universités et les entreprises est perçue comme un élément particulièrement important pour le développement régional. Il importe donc de : i) fixer des conditions-cadres nationales et régionales pour favoriser la coopération entre les universités et les entreprises; ii) d'inscrire la coopération universités-entreprises dans des stratégies institutionnelles ; iii) garantir la mise en place de systèmes d'incitation et d'évaluation adaptés à la mission, au rôle et à la stratégie des universités.

2. Actions futures : la Commission propose deux types d'actions de suivi. Premièrement, pour répondre au souhait des participants du forum de poursuivre et d'approfondir les travaux. Deuxièmement, le forum a circonscrit un certain nombre de questions et de voies d'action envisageables qui devraient être abordées aussi rapidement que possible. Dans ce contexte, une série d'initiatives concrètes sont proposées :

Poursuivre le dialogue :

- le forum maintiendra son activité sous forme de réunions plénières et de séminaires thématiques ; un site web sera développé ;
- il faudra associer l'État et des autorités régionales au dialogue ;
- il sera nécessaire d'aborder de nouvelles thématiques : i) la nécessité de veiller à ce que l'université réagisse avec efficacité au programme «Des compétences nouvelles pour des emplois nouveaux» et aux problèmes posés par la récession économique; ii) les partenariats pour le développement régional; iii) les partenariats avec les PME; iv) la diversification des méthodes d'apprentissage et le rapprochement entre les divers types d'enseignement supérieur; v) l'assurance de la qualité et l'accréditation à l'appui de la coopération entre les universités et les entreprises.
- le forum devra s'ouvrir plus explicitement aux intervenants extracommunautaires.

Nouvelles formes de partenariats : le forum a appelé à l'instauration de nouvelles formes de partenariat structuré entre les entreprises et les universités pour la conception et l'organisation de cursus. La Commission propose d'examiner le soutien que ces partenariats pourraient obtenir des programmes communautaires pertinents, en vue de publier en 2010 des appels à propositions pour la réalisation d'actions exploratoires au titre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie. La Commission examinera également comment les programmes existants ? Leonardo da Vinci et Comenius par exemple ? et les initiatives en cours, telles que European Schoolnet, peuvent être mis à profit pour rassembler les entreprises et les écoles dans des partenariats éducatifs, et comment encourager la coopération à travers un organisme européen de coordination. La Commission a en outre l'intention d'inviter les parties prenantes à étudier les futures possibilités de coopération entre les entreprises et les écoles et établissements de formation professionnelle lors d'une conférence. La Commission renforcera en outre le dialogue aux échelons national et régional (en mobilisant au besoin les Fonds structurels). Enfin, elle lancera une étude afin de dresser l'inventaire des bonnes pratiques utilisées en matière de coopération entre les universités et les entreprises.

Dialogue université-entreprise: un nouveau partenariat pour la modernisation des universités européennes

La commission de la culture et de l'éducation a adopté un rapport d'initiative de Pál SCHMITT (PPE, HU) sur le dialogue université-entreprise: un nouveau partenariat pour la modernisation des universités en Europe, en réponse à la communication de la Commission sur le même sujet.

Les députés accueillent favorablement la communication de la Commission et approuvent les domaines dans lesquels elle propose de concentrer la coopération à l'avenir. Ils estiment qu'un dialogue et une coopération continus, aux niveaux régional, national et européen, y compris un échange de bonnes pratiques concernant les programmes et les instruments, contribueront à établir des liens plus étroits et des

partenariats entre les universités et les entreprises.

Le rapport souligne que le dialogue et la coopération entre les entreprises et les établissements d'enseignement supérieur doivent continuer à être des priorités dans les prochaines années pour se rapprocher du monde des affaires. Le dialogue université-entreprise ne devrait pas se limiter aux seuls secteurs des mathématiques, des sciences et des techniques mais devrait concerner tous les domaines, par exemple les études littéraires.

La commission parlementaire appelle les États membres à se mobiliser et à prendre des mesures concrètes lorsque le cadre juridique et financier n'encourage pas, voir même décourage les efforts des universités. Elle invite les autorités nationales, régionales et locales à continuer à étudier et à financer, en association avec le secteur privé, les processus qui renforcent l'interaction entre les universités et les entreprises et à supprimer les obstacles administratifs qui les entravent.

Les députés proposent qu'une attention particulière soit accordée à l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) à la formation et à la recherche universitaires, à la fois en augmentant les financements publics et en simplifiant les démarches administratives. Ils soulignent la nécessité de donner du prestige aux travaux d'investigation et de recherche et de les entourer d'incitations, non seulement dans les domaines scientifiques et techniques mais aussi dans les domaines des sciences sociales et humaines.

Éducation et formation tout au long de la vie : les députés soulignent qu'il convient de créer, de promouvoir et de renforcer une culture de l'apprentissage et que la formation continue et la reconversion à tous les stades de la vie sont cruciales pour accroître la compétitivité européenne et encourager la croissance et l'emploi en Europe. Il convient d'adapter du mieux possible les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie aux besoins des personnes et des groupes sociaux vulnérables et du marché du travail, et de créer les conditions adéquates pour favoriser dès l'enfance une attitude positive à l'égard de l'apprentissage.

Compte tenu de l'évolution démographique de l'Europe et de l'évolution du marché du travail en raison de la crise économique, sociale et de l'emploi, les députés appellent les universités à faciliter l'accès à l'enseignement et à moderniser leurs programmes en les orientant vers les nouveaux défis afin d'améliorer les compétences des salariés européens. Ils appellent en outre les universités à élargir l'accès à l'enseignement et aux programmes d'échanges internationaux aux personnes handicapées.

Le rapport souligne la nécessité d'améliorer le potentiel de stimulation d'une adaptation continue aux changements du marché du travail en encourageant l'apprentissage tout au long de la vie, en particulier grâce au développement de formations à distance spécialement adaptées aux nouvelles technologies et de cours pour les plus de 45 ans, qui sont plus vulnérables et plus exposés à l'exclusion sociale.

Mobilité, partenariats et programmes d'études : les députés rappellent que la mobilité est une pierre angulaire de l'enseignement supérieur européen, domaine dans lequel les universités européennes sont invitées à engager des réformes innovantes, profondes et méthodiques de leurs programmes d'études. Selon eux, ce devrait être une priorité politique dans le contexte de la redéfinition des principaux objectifs du processus de Bologne après 2010.

La Commission est invitée à proposer un cadre juridique destiné à soutenir et faciliter la mobilité entre les universités et les entreprises, ainsi qu'entre les étudiants et les professeurs d'université, et à mettre l'accent sur la nécessité de reconnaître et de certifier ce type d'apprentissage et d'enseignement. Les députés encouragent non seulement l'extension et l'expansion des programmes de mobilité individuelle, mais aussi l'organisation de programmes européens de « maîtrise de l'excellence » dans l'enseignement universitaire supérieur, en coopération avec différentes universités et avec la participation active d'entreprises, assortie de bourses pour les étudiants et de mesures d'incitation pour les chercheurs.

Le rapport souligne qu'il convient que les établissements d'enseignement supérieur multiplient les possibilités extra-universitaires d'apprentissage d'autres langues. Il encourage les universités à explorer de nouvelles méthodes de coopération entre les établissements publics et le secteur privé, notamment par la création de fonds communs d'innovation publics et privés afin d'améliorer la mobilité dans tous les secteurs. Il souligne la nécessité de préparer et de former d'une manière appropriée les chargés de cours enseignant dans le domaine de l'entrepreneuriat. Il invite le monde des affaires à contribuer à l'adaptation des programmes universitaires, en lançant et en finançant des cours spécifiques visant à familiariser les étudiants aux défis de l'entrepreneuriat.

Les députés soulignent qu'il importe d'intégrer davantage les stages en entreprise dans les programmes scolaires, notamment pour les étudiants de l'enseignement supérieur, et de les rémunérer ou de les soumettre au système européen de transfert d'unités de cours capitalisables.

La Commission est invitée à lancer un plan de doctorat industriel européen sur le modèle des doctorats industriels existant en Europe au titre des activités Marie Curie du programme-cadre, afin d'encourager la recherche ciblée et financièrement à la portée des entreprises européennes, ainsi que les contributions du secteur des affaires dans les entreprises européennes.

Recherche : le rapport souligne qu'il est nécessaire que les entreprises augmentent leurs capacités d'absorption pour l'utilisation et la transformation des connaissances scientifiques générées par les universités, en encourageant la recherche interne, l'apprentissage tout au long de la vie et la formation continue et en s'engageant dans une politique active de communication de leurs besoins à la communauté universitaire et de recrutement de titulaires de doctorat et de post-doctorat, ainsi que de chercheurs.

Soulignant qu'une plus grande mobilité des chercheurs est indispensable pour renforcer le transfert des connaissances, les députés invitent les États membres et la Commission à réexaminer le cadre juridique et financier existant et à éliminer les obstacles inutiles à la mobilité, en accordant une attention particulière à la reconnaissance des qualifications universitaires et à la réduction de la bureaucratie.

Les députés invitent la Commission à créer des incitations au développement d'un marché européen des droits de propriété intellectuelle qui soit concurrentiel. Ils insistent sur la nécessité d'accélérer les efforts visant à promouvoir le brevet européen unique ainsi qu'un système européen harmonisé de règlement des litiges en matière de brevets. Ils font observer que la participation conjointe des universités et des entreprises aux partenariats public-privé, tels que les plateformes technologiques européennes, les initiatives technologiques conjointes et les communautés de la connaissance et de l'innovation, pourrait renforcer la valorisation des connaissances et aider l'UE à relever les défis majeurs auxquels elle fait face.

Bonnes pratiques : le rapport propose qu'un site Internet soit créé afin de diffuser et de partager les expériences, d'assurer la communication sur les échanges de bonnes pratiques et d'apporter aux visiteurs de l'inspiration et des outils et mécanismes pratiques pour concevoir et mettre en œuvre des projets de coopération. Il souligne l'importance du recours aux nouvelles technologies pour stimuler une coopération plus étroite entre le milieu des universités et celui des entreprises.

Les députés appellent de leur vœux, sur la base des bonnes pratiques en vigueur dans certains États membres, la promotion d'une journée

Dialogue université-entreprise: un nouveau partenariat pour la modernisation des universités européennes

Le Parlement européen a adopté une résolution sur le dialogue université-entreprise: un nouveau partenariat pour la modernisation des universités en Europe, en réponse à la communication de la Commission sur le même sujet.

Les députés accueillent favorablement la communication de la Commission et approuvent les domaines dans lesquels elle propose de concentrer la coopération à l'avenir. Ils estiment qu'un dialogue et une coopération continus, aux niveaux régional, national et européen, y compris un échange de bonnes pratiques concernant les programmes et les instruments, contribueront à établir des liens plus étroits et des partenariats entre les universités et les entreprises. Tout en reconnaissant qu'il existe de fortes disparités entre les universités européennes, les députés sont convaincus que chacune d'entre elles pourrait bénéficier à sa façon d'une coopération nationale et transfrontalière avec le monde des affaires.

Une priorité pour les prochaines années : la résolution souligne que le dialogue et la coopération entre les entreprises et les établissements d'enseignement supérieur doivent continuer à être des priorités dans les prochaines années pour se rapprocher du monde des affaires. Le dialogue université-entreprise ne devrait pas se limiter aux seuls secteurs des mathématiques, des sciences et des techniques mais devrait concerner tous les domaines, par exemple les études littéraires.

Le Parlement appelle les États membres à se mobiliser et à prendre des mesures concrètes lorsque le cadre juridique et financier n'encourage pas, voire même décourage les efforts des universités. Il invite les autorités nationales, régionales et locales à continuer à étudier et à financer, en association avec le secteur privé, les processus qui renforcent l'interaction entre les universités et les entreprises et à supprimer les obstacles administratifs qui les entravent.

Les députés proposent qu'une attention particulière soit accordée à l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) à la formation et à la recherche universitaires, à la fois en augmentant les financements publics et en simplifiant les démarches administratives. Ils soulignent la nécessité de donner du prestige aux travaux d'investigation et de recherche et de les entourer d'incitations, non seulement dans les domaines scientifiques et techniques mais aussi dans les domaines des sciences sociales et humaines.

Éducation et formation tout au long de la vie : le Parlement souligne qu'il convient de créer, de promouvoir et de renforcer une culture de l'apprentissage et que la formation continue et la reconversion à tous les stades de la vie sont cruciales pour accroître la croissance et l'emploi en Europe. Il convient d'adapter du mieux possible les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie aux besoins des personnes et des groupes sociaux vulnérables et du marché du travail, et de créer les conditions adéquates pour favoriser dès l'enfance une attitude positive à l'égard de l'apprentissage.

Compte tenu de l'évolution démographique de l'Europe et de l'évolution du marché du travail en raison de la crise économique, sociale et de l'emploi, les députés appellent les universités à faciliter l'accès à l'enseignement et à moderniser leurs programmes en les orientant vers les nouveaux défis afin d'améliorer les compétences des salariés européens. Ils appellent en outre les universités à élargir l'accès à l'enseignement et aux programmes d'échanges internationaux aux personnes handicapées.

La résolution souligne la nécessité d'améliorer le potentiel de stimulation d'une adaptation continue aux changements du marché du travail en encourageant l'apprentissage tout au long de la vie, en particulier grâce au développement de formations à distance spécialement adaptées aux nouvelles technologies et de cours pour les plus de 45 ans, qui sont plus vulnérables et plus exposés à l'exclusion sociale.

Mobilité, partenariats et programmes d'études : le Parlement rappelle que la mobilité est une pierre angulaire de l'enseignement supérieur européen, domaine dans lequel les universités européennes sont invitées à engager des réformes innovantes de leurs programmes d'études. Selon les députés, ce devrait être une priorité politique dans le contexte de la redéfinition des principaux objectifs du processus de Bologne après 2010.

La Commission est invitée à proposer un cadre juridique destiné à soutenir et faciliter la mobilité entre les universités et les entreprises, ainsi qu'entre les étudiants et les professeurs d'université, et à mettre l'accent sur la nécessité de reconnaître et de certifier ce type d'apprentissage et d'enseignement. Les députés encouragent non seulement l'extension et l'expansion des programmes de mobilité individuelle, mais aussi l'organisation de programmes européens de « maîtrise de l'excellence » dans l'enseignement universitaire supérieur, en coopération avec différentes universités et avec la participation active d'entreprises, assortie de bourses pour les étudiants et de mesures d'incitation pour les chercheurs.

La résolution souligne que les établissements d'enseignement supérieur doivent multiplier les possibilités extra-universitaires d'apprentissage d'autres langues. Le Parlement encourage les universités à explorer de nouvelles méthodes de coopération entre les établissements publics et le secteur privé, notamment par la création de fonds communs d'innovation publics et privés afin d'améliorer la mobilité dans tous les secteurs. Il souligne la nécessité de préparer et de former les chargés de cours enseignant dans le domaine de l'entrepreneuriat. Il invite le monde des affaires à contribuer à l'adaptation des programmes universitaires, en lançant et en finançant des cours spécifiques visant à familiariser les étudiants aux défis de l'entrepreneuriat.

Les députés soulignent qu'il importe d'intégrer davantage les stages en entreprise dans les programmes scolaires, notamment pour les étudiants de l'enseignement supérieur, et de les rémunérer ou de les soumettre au système européen de transfert d'unités de cours capitalisables.

La Commission est invitée à lancer un plan de doctorat industriel européen sur le modèle des doctorats industriels existant en Europe au titre des activités Marie Curie du programme-cadre, afin d'encourager la recherche ciblée et financièrement à la portée des entreprises européennes, ainsi que les contributions du secteur des affaires dans les entreprises européennes.

Recherche : la résolution souligne qu'il est nécessaire que les entreprises augmentent leurs capacités d'absorption pour l'utilisation et la transformation des connaissances scientifiques générées par les universités, en encourageant la recherche interne, l'apprentissage tout au long de la vie et la formation continue et en s'engageant dans une politique active de communication de leurs besoins à la communauté universitaire et de recrutement de titulaires de doctorat et de post-doctorat, ainsi que de chercheurs.

Soulignant qu'une plus grande mobilité des chercheurs est indispensable pour renforcer le transfert des connaissances, les députés invitent les États membres et la Commission à réexaminer le cadre juridique et financier existant et à éliminer les obstacles inutiles à la mobilité, en accordant une attention particulière à la reconnaissance des qualifications universitaires et à la réduction de la bureaucratie.

Les députés invitent la Commission à créer des incitations au développement d'un marché européen des droits de propriété intellectuelle qui soit concurrentiel. Ils insistent sur la nécessité d'accélérer les efforts visant à promouvoir le brevet européen unique ainsi qu'un système européen harmonisé de règlement des litiges en matière de brevets.

Bonnes pratiques : le Parlement propose qu'un site Internet soit créé afin de diffuser et de partager les expériences, d'assurer la communication sur les échanges de bonnes pratiques et d'apporter aux visiteurs de l'inspiration et des outils et mécanismes pratiques pour concevoir et mettre en œuvre des projets de coopération. Il souligne l'importance du recours aux nouvelles technologies pour stimuler une coopération plus étroite entre le milieu des universités et celui des entreprises.

Les députés appellent de leurs vœux, sur la base des bonnes pratiques en vigueur dans certains États membres, la promotion d'une journée européenne consacrée aux jeunes inventeurs ou aux innovations, inventions ou brevets conçus par des jeunes Européens.